

Régis Neyret et Isabelle Lefort, Yann Calbérac
10 avril 2003

Les Trois rivières, 10 avril 2003

Quels enjeux de développement pour une ville classée au patrimoine mondial de l'UNESCO ? L'exemple de Lyon

C'est à un café géo peu habituel qu'étaient conviés les Lyonnais le 10 avril, puisqu'il était consacré à leur ville ! Cette expérience à domicile avait pour but d'étudier les effets du classement de Lyon au patrimoine de l'UNESCO en 1998 et d'envisager les enjeux de son développement futur. Pour animer le débat : Régis Neyret, Lyonnais, journaliste militant, à l'origine du classement de Lyon, et Isabelle Lefort, professeur de géographie à l'Université Lumière Lyon II.

Isabelle Lefort adresse aux participants (qui sont, il faut le noter, de plus en plus nombreux) quelques mots de bienvenue avant d'entrer dans le vif du sujet : Lyon est devenue (un peu) touristique !!! Ce qui déclenche des questionnements réflexes chez les géographes : qu'est-ce que cela implique pour Lyon d'être touristique ? Quels ont été dans ce domaine les effets du classement au patrimoine mondial ? Ce sont les thèmes qui seront développés ce soir.



Régis Neyret et Isabelle Lefort aux Trois rivières
Photo : Emmanuelle Delahaye

Isabelle Lefort revient sur les évolutions récentes des pratiques touristiques afin de resituer les évolutions lyonnaises dans un contexte plus général. En France, qui dans ce domaine a été en retard par rapport aux autres pays, la ville est devenue une destination touristique à part entière. Ce phénomène récent est en fait la réactivation d'une pratique ancienne, revitalisée par l'essor des courts séjours et la fragmentation des temps de tourisme, comme l'a analysé le sociologue Jean Viard. Le cas de Lyon n'est donc pas extraordinaire et participe donc d'un phénomène général.

Cependant, la situation lyonnaise relève du paradoxe : en effet, la ville a longtemps véhiculé une image non touristique : c'est donc la fin de ce paradoxe qu'il convient d'interroger. Aujourd'hui, Lyon fait valoir des atouts : le patrimoine, l'histoire, sa situation sur l'axe majeur de communication entre l'Europe du Nord et l'Europe du Sud. Ces arguments sont, de manière classique, les arguments mis en valeur pour attirer des touristes. Et pourtant, pendant longtemps, la ville a été un non-lieu touristique. Il faut donc étudier les modalités de ce passage d'un non-lieu à un haut lieu du patrimoine, et analyser la fabrication du tourisme. Parler de fabrication n'est pas anodin : loin de simplement se limiter à la constatation et à l'analyse, cela permet d'insister sur le processus, les impulsions, les logiques d'acteur... de la mise en tourisme de Lyon. La fin de ce paradoxe a entraîné le début des ennuis : depuis que Lyon est devenue touristique surviennent des dysfonctionnements dans les pratiques de l'espace, qui sont dus à des temporalités et à des spatialités des touristes qui se superposent à celles des habitants permanents : ces conflits d'usage intéressent le géographe.

Après cette introduction, Régis Neyret prend la parole et présente son parcours. Ancien patron de presse (*Bref Rhône Alpes, Résonance...*), il commence son action militante dans les années 1960 dans une association de défense du Vieux Lyon (Saint Jean, Saint Georges et Saint Paul) dont il est président : « la Renaissance du Vieux Lyon », joli nom. A la même époque, il s'investit dans la Jeune Chambre Economique, sorte de boîte à idées qui regroupe des jeunes responsables de moins de 40 ans pour réfléchir aux grandes questions de société. A cette époque, il n'y avait pas de tourisme à Lyon : il pense, avec ses amis, qu'il faut créer un quartier touristique, en l'occurrence le Vieux Lyon, son quartier de résidence, qu'il faut s'imaginer très différent d'aujourd'hui : c'était un quartier déshérité voire insalubre et qui abritait des populations souvent marginales. A cette époque, le maire, Louis Pradel, voulait démolir le Pont au Change et en faire un autre, le pont du maréchal Juin, et, dans sa continuité, démolir une partie du quartier pour faciliter l'accès à la colline de Fourvière. Régis Neyret part en guerre contre ces projets urbanistiques. Le maire s'étonne de cette prise de position qui lui paraît injustifiée : aucun monument historique ne sera détruit, et l'élargissement de la voirie devant l'ancienne mairie du Vème facilitera la prise des photos de mariage !

En 1962, André Malraux, ministre des Affaires culturelles, fait voter la loi sur les secteurs sauvegardés qui s'attache à protéger des îlots urbains dans leur ensemble. Le premier secteur sauvegardé en France en 1964 est le vieux Lyon. Les projets de Louis Pradel sont abandonnés, et tant pis pour les photos de mariage ! Le quartier, sauvé, peut enfin devenir touristique.

Et pourtant, ce n'est pas gagné : en effet, la ville de Lyon dans son ensemble était une sorte de non-lieu en matière touristique. Louis Pradel a fait en sorte que l'autoroute du Sud traverse la ville. Dans l'imaginaire des automobilistes, Lyon est assimilée au tunnel de Fourvière et à son bouchon qu'il faut à tout prix éviter. Comment attirer des touristes dans une ville que l'on cherche à tout prix à contourner ou à éviter ? Régis Neyret continue de militer pour la

restauration plus que par la sauvegarde (qui évoque trop la muséification) du patrimoine urbain. Il s'intéresse à la Halle Tony Garnier qui est classée en 1975.

Raymond Barre accède à la mairie en 1995 et déclenche une révolution intellectuelle en nommant un adjoint à la Culture et au Patrimoine. C'est une nouveauté. Certes, le service du patrimoine existait auparavant, mais il avait pour mission de gérer le domaine public (le mobilier urbain, les appartements de la ville, les églises, les salles...). Cet adjoint prend contact avec Régis Neyret et le nomme son chargé de mission bénévole. Au bout d'un an, Raymond Barre lui accorde une audience : « M. Neyret, avez-vous des idées sur le patrimoine qui ne coûtent pas cher ? » (Nous remarquons au passage les talents d'imitateur de notre intervenant). Il formule quelques propositions : restaurer le musée Gadagne, dédié à l'histoire de Lyon, établir un plan Patrimoine avec l'Etat, solliciter le classement du Vieux Lyon au patrimoine de l'UNESCO. Raymond Barre, qui connaissait l'UNESCO et ses rouages est d'accord. C'est le début du projet.

Il faut s'attacher à constituer une équipe pour monter le dossier. L'architecte en chef des monuments historiques du Rhône, du Vaucluse (en charge de la Cité des papes d'Avignon) et des monuments français de Rome, qui est aussi architecte urbaniste en Indonésie accepte de participer au projet. Il est rejoint par le président de l'association qu'avait fondée Régis Neyret « Renaissance du Vieux Lyon », Denis Eyraud, et par un énarque de la Mairie qui s'intéresse au patrimoine.

Pour la première fois, Lyon va être jugée par des personnalités extérieures à la ville. Le mérite de Lyon ne sera plus décerné comme à l'accoutumé par des Lyonnais. Il faut donc consulter des experts étrangers : un Allemand, un Tunisien, et un Parisien qui était peut-être le plus étranger des trois ! Leur verdict est clair : la candidature de Lyon, limitée au seul quartier de Saint Jean, n'a aucune chance d'aboutir. C'est trop commun : chaque ville a son centre historique. Il faut présenter le « site historique de Lyon » dans son ensemble, c'est-à-dire l'espace sur lequel la ville a vécu depuis le Vème siècle avant JC jusqu'à 1789, soit 500 ha, bordés à l'Est par le Rhône, Ainay au Sud, le boulevard de la Croix Rousse au Nord et Fourvière et Saint Just à l'Ouest. En effet, Lyon est un rare exemple de ville où le centre historique est resté le centre de la ville des habitants contemporains. Le Vieux Lyon représentait 25 ha ; le nouveau projet en compte 500, soit 1% du Grand Lyon.

Il faut convaincre les autorités, municipales d'une part (Raymond Barre est sceptique sur le nouveau périmètre, mais donne son accord) et ministérielles d'autre part. En effet, l'UNESCO ne reconnaît que des Etats, et c'est le Ministre de la Culture qui doit présenter le dossier. Philippe Douste-Blazy, ministre, proche de Raymond Barre, accepte de transmettre le dossier, même si la demande lyonnaise a été mal reçue au ministère qui lui préférerait celle de Provins. Le dossier final est soigné : la reliure, lyonnaise, est faite à la main, et la couverture est en soie. Le 3 décembre 1998, la décision tombe : Lyon est classée au patrimoine de l'UNESCO, et non Provins. Dans sa décision, l'UNESCO formule toutefois deux reproches : il n'y a pas de monuments majeurs, même si l'on continue de créer du patrimoine (l'opéra de Jean Nouvel en est la preuve). Le classement de Lyon est révélateur d'un changement d'opinion sur le patrimoine : on ne le limite plus aux seuls bâtiments ; la vie, elle aussi, peut-être valorisée. Deuxième remarque : le fleuve et la rivière ont été abandonnés aux voitures.

Après cette chronique du classement, Isabelle Lefort intervient à son tour et souligne le problème auquel est maintenant confrontée Lyon, entre muséification et maintien d'un patrimoine vivant. Le défi que doit maintenant relever Lyon est la réappropriation du fleuve,

ce qui passera notamment par la mise en œuvre du projet Confluence, l'aménagement de la presqu'île, au Sud de la gare de Perrache. Elle demande si le classement a joué un rôle de big bang ou a favorisé un essor déjà marqué ? Le classement a changé la conscience que les Lyonnais avait d'eux, même si peu connaissent la délimitation exacte du périmètre classé. C'est ce que l'on retient du mandat de Raymond Barre et on en tire une fierté locale. Ce n'est pas pour autant un élément décisif : il fait partie d'un faisceau de causes. La première date, a été le sommet du G7 de juin 1996 à Lyon. Pendant 3 jours, le centre a été vidé de ses voitures. En 1998, le classement de l'UNESCO intervient sur un terreau favorable. Il faut attendre 1999 pour que la municipalité consacre, pour la première fois, des crédits à une campagne de promotion. 45 millions de francs sont votés pour promouvoir la ville en Angleterre, en Italie, en Allemagne ou sur la côte Est de Etats-Unis. Un article dans Le Monde vient couronner ces efforts. Les premiers résultats sont visibles : les hôtels étaient pleins en semaine et remplis au quart le week end ; maintenant, leur taux de remplissage dépasse 50% !

Isabelle Lefort s'interroge sur les méthodes retenues pour compter les touristes : comment faire ? En 2001, une enquête a été menée, sur un an, auprès de 6 000 personnes, afin de connaître au mieux leurs pratiques touristiques. Il ressort que cette année, la répartition des nuitées s'est faite à égalité entre les hôtels et les amis : 2 millions dans un cas comme dans l'autre. Ces touristes sont venus spécialement à Lyon, soit pour un congrès, soit pour visiter la ville. Dans les motivations des touristes, la gastronomie est au même niveau que le patrimoine et la culture. Isabelle Lefort compare ces résultats avec l'enquête précédente (1998) : 500 000 nuitées avaient été enregistrées, et les trois quarts des touristes venaient pour affaires ou pour voir des amis ou de la famille. L'attractivité du patrimoine était alors ténue.

La dernière enquête met aussi accent sur les déficiences relatives de l'accueil. Lyon compte 5 000 chambres d'hôtels. 2 500 sont des chambres trois ou quatre étoiles ; et seulement 250 chambres une étoile. L'hôtellerie est relativement chère et il n'y a pas d'hôtel intermédiaire. La famille et les amis restent de bons relais, mais il faut penser que 30 % des touristes sont étrangers.

En 1998, on se plaignait du manque de publicité sur les événements culturels ; c'est désormais chose faite : la fête des Lumières du 8 décembre sert aujourd'hui de locomotive et se déroule désormais sur quatre jours.

Débat

Jacques Défossé intervient et présente un contre exemple : les Penons de Lyon, malgré leur faible fréquentation et leur impact limité continuent : même si c'est une fête de quartier qui relève du folklore, les Penons sont désaccordés d'un système lyonnais de référence. A l'inverse, la Biennale de la Danse a pris et repose sur la vigueur des associations : c'est une forme d'appropriation réussie.

Régis Neyret revient aujourd'hui sur les changements dans la politique de communication de la ville : l'argument UNESCO n'est plus mis en avant ; il a été intégré par les Lyonnais, et la majorité municipale a changé de couleur. Toutefois, la ville a mis un an pour nommer un chargé de mission au patrimoine (en l'occurrence Bruno Delas qui aurait dû participer à ce café géo mais qui a été retenu pour des raisons professionnelles) qui dispose d'une petite équipe (3 personnes) et de peu de moyens.

Quelqu'un évoque les contraintes de la labellisation ? Risque-t-on de perdre le label ? Il pense notamment à l'escalier de Saint-Georges qui défigure à ses yeux la montée de Fourvière. Régis Neyret répond que cet escalier a été fait avec l'accord de l'architecte des monuments historiques. Le label est donné sans contrainte nouvelle : l'UNESCO ne demande rien ni ne donne rien d'ailleurs. Toutefois Lyon est sollicitée pour aider d'autres villes classées, comme Porto Novo au Bénin. La labellisation n'est pas une muséification. Comme pour Porto, le système de vie est considéré comme un élément essentiel du patrimoine.

Isabelle Lefort revient sur les principales structures des villes touristiques : la concentration et la diffusion des flux, les espaces relais et les lieux d'entrée dans l'espace touristique. Le principal défi a été de passer d'un centre touristique de 25 ha à 500 ha. Le Vieux Lyon reste la première demande avec Fourvière ; la presqu'île est peu fréquentée et les pentes de la Croix Rousse sont un désert touristique. Il faut donc réfléchir à des itinéraires qui mettent en valeur certains bâtiments (qui est allé voir l'immeuble sis 1, rue Zola ?), certaines boutiques, et organiser la déambulation des touristes. Il existe une demande pour des visites familiales, comme des parcours sur le « beau béton » à la Part Dieu, ou sur la soierie à la Croix Rousse ; mais là, rien n'existe... Une solution, qui reste à mettre en œuvre, serait de créer des points d'attractivité forts, ce qui pourrait pallier l'absence de monuments. L'église Saint Bernard sur la colline de la Croix Rousse, qui tombe en ruine, pourrait être réhabilitée en musée sur la soie.

Des nuisances apparaissent dans l'hypercentre ; certaines sont liées au tourisme. Ainsi observe-t-on la prolifération de déjections canines, de tags ; les autocars encombrant les rues. La mairie cherche des solutions.

Selon **Gilles Fumey**, le problème majeur est le manque de monuments et l'éclatement du site : visiter la ville peut être difficile pour des personnes âgées. Il faut améliorer les liaisons entre les différents noyaux de l'hypercentre. Ce qui repose le problème de la concentration de l'hypercentre et de la dispersion des quartiers périphériques ; il faut reconcentrer les flux et créer des lieux d'accueil pour les touristes. D'une manière générale, il faut créer des synergies entre les infrastructures pour touristes et celles pour les habitants, notamment en matière de transports en commun.

Quelqu'un évoque la gestion de l'église Saint Bernard qui est révélatrice de l'attitude de la municipalité. La mairie refuse de rénover le bâtiment ou de le détruire, sauf s'il tombe tout seul ! Belle manière de sauver le patrimoine urbain... La mairie peut-elle à la fois se prévaloir du label UNESCO et laisser une partie de ses rares monuments tomber en ruine.

N'est-il pas utopique de vouloir qu'un quartier vivant reste vivant lorsqu'il est fréquenté par des touristes ? Ne va-t-on pas vers une muséification du centre ? C'est à la génération future de trouver des solutions pour que ces quartiers touristiques restent avant tout des quartiers où l'on vit. Cela pose le problème de la cohabitation de populations diverses, autochtones et allochtones. Même si le tourisme est une gêne, les Lyonnais sont contents de l'attrait que suscite leur ville. Afin de réduire les nuisances, il est nécessaire de dilater le périmètre touristique et répartir les flux. La vraie question de développement qu'il faut poser pour l'avenir d'une ville touristique est formulée par une étudiante : est-ce que la notion de patrimoine vivant est viable pour un tourisme durable ? C'est une vraie question à laquelle il faut s'efforcer de répondre et qui soulève le problème de la monofonctionnalité touristique qui amènerait une muséification inéluctable.

Une participante qui habite dans le VI^e arrondissement évoque la mauvaise mise en valeur du musée Guimet. Ainsi, la politique actuelle se fait au détriment des musées existants. Cette mauvaise gestion est due, selon Régis Neyret, aux différents statuts des musées : certains sont municipaux, d'autres sont nationaux, régionaux ou départementaux. Cela ne facilite en rien les stratégies communes de développement. Il faut donc saluer la création du musée de la Confluence qui s'ouvrira d'ici quelques années dans un bâtiment contemporain à l'extrémité de la presqu'île. Isabelle Lefort profite de cette intervention d'une Lyonnaise pour évoquer le fait d'être touriste dans sa propre ville : cela relève d'une prise de conscience progressive des Lyonnais de la richesse de leur patrimoine, bien vivant...

Compte rendu : Yann Calbérac

Photo : Emmanuelle Delahaye

© Les Cafés Géographiques - cafe-geo.net